

Unité Départementale de l'Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 07/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



HEXIS

ZI Horizons Sud
34110 LA PEYRADE

Références : UD34/H1/2022-167
Code AIOT : 0006601016

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement HEXIS implanté Zone Industrielle Horizons Sud 34110 FRONTIGNAN. L'inspection a été annoncée le 24/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEXIS
- Zone Industrielle Horizons Sud 34110 FRONTIGNAN
- Code AIOT : 0006601016
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société HEXIS est spécialisée dans la fabrication de films adhésifs utilisés pour le marquage publicitaire, la signalétique, le marquage en milieu industriel, l'affichage urbain et le recouvrement de véhicules.

Elle exploite un établissement soumis à autorisation environnementale sur le territoire de la commune de Frontignan. Elle y a produit plus de 24 millions de mètres carrés de films adhésifs en 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Transmission des résultats de la surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Lettre de suite préfectorale	
7	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 1.5.4.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 26/05/2020, article 5	/	Sans objet
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
3	Valeurs limites d'émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet
4	COV particuliers	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	/	Sans objet
5	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 2 non-conformités ont été constatées concernant la transmission des résultats de la surveillance des rejets atmosphériques et le renouvellement des garanties financières. Toutefois, ces non-conformités n'engagent pas la sécurité, ne présentent pas de risques importants pour l'environnement et peuvent être régularisées rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/05/2020, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la manière suivante. [...] Le bâtiment n°4 qui comprend : - une zone de stockage de produits dangereux de 500 mètres carrés (en rack et vrac de produits liquides adhésifs, solvants, pigments, liants, additifs et déchets dangereux) ; - une zone de préparation des solutions liquides et adhésives de 700 mètres carrés équipée d'un atelier de broyage et raccordée à une unité de traitement de COV.
Constats : La construction du bâtiment n°4 est presque terminée. Les nouveaux équipements du local préparation devraient être installés d'ici la fin de l'année 2022 pour une mise en service au 1er trimestre 2023. Pour rappel, l'exploitation de ces installations a été encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 mai 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p>Constats : L'exploitant établit et transmet annuellement à l'inspection des installations classées un plan de gestion des solvants (PGS).</p> <p>En 2021, l'établissement a consommé 711 tonnes de solvants pour une production de 24,7 millions de mètres carrés de films adhésifs. Cette consommation de solvants a entraîné des émissions atmosphériques de composés organiques volatils (COV) estimées à 129 tonnes, dont 125 tonnes d'émissions diffuses et 4 tonnes d'émissions canalisées en sortie des oxydateurs.</p> <p>Les deux oxydateurs ont éliminé 470 tonnes de solvants soit plus de 66 % de la consommation de solvants. Les émissions diffuses s'établissent à 17,5 % de la consommation de solvants.</p> <p>A titre de comparaison par rapport aux années précédentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2020, 629 tonnes de solvants consommés et 61 tonnes de COV rejetés dont 58 tonnes de diffus (9,2 %) ; - en 2019, 686 tonnes de solvants consommés et 107 tonnes de COV rejetés dont 102 tonnes de diffus (14,9 %). <p>Selon l'exploitant, ces écarts s'expliquent par les améliorations apportées au PGS (voir observations ci-dessous) et par les variations du rendement moyen annuel des oxydateurs (99,11 % en 2021, 99,40 % en 2020 et 99,22 % en 2019). En effet, ce rendement est moyenné à partir des mesures réalisées lors des 4 campagnes trimestrielles de surveillance des rejets et n'est donc pas parfaitement représentatif.</p> <p>Observations : L'exploitant a pris en compte les observations formulées lors des précédentes inspections relatives à la teneur en solvants dans les matières premières et les déchets ainsi qu'aux solvants spécifiques.</p> <p>Concernant l'estimation des rejets diffus, une campagne de mesures analogue à celle réalisée en 2013 pourrait être réalisée et permettrait de comparer ces estimations à des mesures réelles. Elle pourrait faire partie des compléments à apporter au dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m ³ ou 50 mg/m ³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH ₄) : <ul style="list-style-type: none">- NOx (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ;- CH₄ : 50 mg/m³ ;- CO : 100 mg/m³.
Constats : Les résultats obtenus lors des 4 dernières campagnes trimestrielles sont conformes à l'exception du CO lors de la mesure du 25/01/2022 (oxydateur RT01, 158 mg/Nm ³ pour une valeur limite fixée à 100 mg/Nm ³). Cet écart a été levé lors de la mesure suivante du 19/04/2022 (2,9 mg/Nm ³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : COV particuliers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, COV particuliers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³. En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p>Constats : Les résultats sont conformes concernant l'acrylate de méthyle et les autres COV visés à l'annexe III, dont la consommation en 2021 montre l'atteinte du seuil de 0,1 kg/h en flux. La valeur limite de 20 mg/m³ n'est pas atteinte.</p> <p>Par ailleurs, un seul COV à phrase de risque CMR a été identifié sur l'année 2021. Au vu de sa faible consommation, le seuil des 10 g/h en flux n'a pas été atteint. Il ne peut ainsi être opposé à l'exploitant une valeur limite de 2 mg/m³ sur ce COV spécifique.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que de manière systématique, l'exploitant doit apporter dans son PGS des justifications relatives à l'analyse ou à l'absence d'analyse de ces COV spécifiques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations, dans les effluents atmosphériques canalisés, de l'ensemble des polluants visés ci-dessous, est effectuée, en sortie des conduits d'extraction ou à défaut par une mesure de l'atmosphère ambiant du local et suivant la fréquence minimale suivante : 1/trimestre.</p>
Constats : La situation constatée est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Transmission des résultats de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de la surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.
Constats : Les résultats de la surveillance ne sont pas transmis par l'exploitant dans les conditions prévues par cet article. Pour 2022, ils ont été transmis à la demande de l'inspection des installations classées le 24/10/2022 dans le cadre de la préparation de la visite. Cette situation avait déjà été constatée lors de la précédente inspection du 20/05/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 7 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 1.5.4.
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.
Constats : L'acte de cautionnement solidaire signé par la banque BNP Paribas le 22/12/2020, pour un montant de 340 219 €, arrive à échéance le 03/12/2022. L'exploitant n'a pas fait sa demande pour renouveler ces garanties financières et n'a pas adressé au préfet le nouveau document. Il est à noter que l'article 3.2. de cet acte de cautionnement prévoit que le cautionné fasse sa demande de renouvellement au moins 6 mois avant l'échéance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois